

Doctrines

Pot-pourri pour les personnes majeures protégées, par F. Deguel 369

Jurisprudence

■ Preuve - Matière civile - Preuve littérale - Actes sous seing privé - Nombre d'originaux - Parties ayant un intérêt distinct - Moment et critère d'appréciation (article 1325 C. civ.) - Cauton et débiteur principes - Pas d'intérêts distincts
Cass, 1^{re} ch, 7 février 2019, observations de F. Glansdorff 387

■ Appel - Urgence - Société - Administrateur provisoire - Tierce-opposition - Procédure sur requête unilatérale

Mons, 14^e ch, 12 juin 2018 . . . 388

Chronique

Deuils judiciaires - La vie du palais - Conférences - Coups de règle

Bureau de dépôt Louvain 1
Hébergement, sauf juillet et août
ISSN 0021-812X
P301031

Journal des tribunaux

http://jtlarcier.be
18 mai 2019 - 138^e année
19 - N° 6773
Georges-Albert Dal, rédacteur en chef

Doctrines

Pot-pourri pour les personnes majeures protégées

Cinq ans après l'adoption de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, le législateur décide — déjà — de réformer cette matière, par la voie d'une nouvelle loi « pot-pourri », du 21 décembre 2018, portant des dispositions diverses en matière de justice¹. S'agissant d'une loi pot-pourri, de nombreuses branches du droit civil, en particulier familial, sont modifiées par cette loi². Nous ne traitons que des dispositions relatives aux majeurs incapables (articles 2 à 98 de la loi du 21 décembre 2018).

1. Outre la procédure qui est réformée en vue d'une informatisation — la très grosse majorité des articles 1238 et suivants du Code judiciaire, tels que modifiés/introduits par la loi du 17 mars 2013 sont revus — des modifications sont apportées au droit civil de la protection des personnes majeures vulnérables

2. Nous examinons les principes suivis par le législateur (1), ainsi que les modifications apportées à la protection extrajudiciaire (2) et à la protection judiciaire (3). Nous ne refaisons pas une présentation d'ensemble du droit des incapables majeurs mais nous penchons exclusivement sur les dispositions du Code civil modifiées par la réforme de 2018. La procédure, entièrement réformée, est également décrite (4), ainsi que le droit transitoire (5) et l'entrée en vigueur de la loi (6).

1 Quelques principes

3. Le législateur de 2018 a deux objectifs principaux : d'une part, l'aménagement de la procédure judiciaire afin de la rendre plus souple et plus accessible et, d'autre part, son informatisation.

Partant du constat que la loi du 17 mars 2013 entraîne une surcharge de travail pour les justices de paix, certains principes guident le législateur afin de rencontrer ces objectifs³.

1. Une simplification des procédures existantes : il y a désormais une procédure *sui generis*, et non plus une multiplication des procédures (anciens articles 1238 et s., 1246, 1250 ou 1252 C. jud.). Cette procédure unique fait l'objet de certains aménagements selon l'objet de la demande. Lorsque la demande envisage une mise sous protection ou une « aggravation » des mesures exis-

(1) *MB*, 31 décembre 2018, p. 106560.

(2) Filiation (articles 99 à 113 de la loi du 21 décembre 2018), nom de famille (articles 114 à 117 de la loi du 21 décembre 2018), prohibition de contracter mariage (articles 118 à 124 de la loi du 21 décembre 2018), contribution alimentaire (articles 124 à 129 de la loi du 21 décembre 2018), état civil et, plus généralement, modification de la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges (articles 166 à 198 de la loi du 21 décembre 2018), choix du tuteur (articles 200 et 201 de la loi du 21 décembre 2018). La loi du 21 décembre 2018 modifie également des règles d'ordre judiciaire (suppression de la mention de la profession dans les actes de procédure — articles 130 à 134, modification de l'organisation judiciaire — articles 157 à 165, autorité de chose jugée — article 199, aide juridique — articles 206 à 208) en créant notamment une action d'intérêt collectif (articles 137 à 156). La loi du 21 décembre 2018 modifie enfin la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (articles 202 à 203), et une disposition du Code des sociétés (articles 204 à 205).

(3) Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de droit civil et portant simplification des dispositions du Code civil et du Code judiciaire en matière d'incapacité, et de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, *Doc. parl.*, sess. ord. 2018-2019, 3303/001, pp. 8 et s.



**INFRACTIONS
TERRORISTES**

Elise Delhaise

Cet ouvrage présente les différents éléments constitutifs d'une infraction terroriste au sens large ainsi que les peines y attachées

> Répertoire pratique du droit belge

158 p • 50,00 € • Édition 2019

strada lex
Ouvrage disponible en version électronique sur www.stradalex.com

www.larcier.com

orders@larcier.com
Lefebvre Sarrut Belgium s.a.
Boulevard Baudouin 1^{er}, 25 • B-1348 Louvain-la-Neuve
Tél. 0800/39 067 • Fax 0800/39 068